

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LÉON VACHER

Recherches sur la fécondité des mariages en France et à l'étranger

Journal de la société statistique de Paris, tome 17 (1876), p. 281-285

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1876__17__281_0

© Société de statistique de Paris, 1876, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 11. — NOVEMBRE 1876.

I.



RECHERCHES SUR LA FÉCONDITÉ DES MARIAGES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER.

S'il est vrai, comme on l'a dit souvent, que le développement du célibat, en diminuant la proportion des mariages, continue à ralentir la progression de la population française, ce n'est pas la seule cause du ralentissement, ni la plus active. La fécondité des mariages a une influence autrement considérable sur le mouvement de la population. La comparaison des relevés des naissances en France et en Allemagne ou en Angleterre indique suffisamment que nos mariages sont moins féconds que ceux de nos voisins; car, tandis que pour une population de trente-six millions d'habitants nous ne produisons que 950,000 naissances, en Angleterre pour trente et un millions d'habitants, nous trouvons 1,090,000 naissances, et en Allemagne, 1,625,000 naissances pour quarante et un millions d'habitants. On peut exprimer sous une forme plus précise la fécondité relative des mariages dans ces divers pays. Si l'on considère mille femmes mariées et âgées de quinze à cinquante ans, qui sont les limites extrêmes de la fécondité, on constate, en France, 173 naissances annuelles; en Angleterre, 268, et en Allemagne 275. Il faut dire toute la vérité : sous le rapport de la fécondité, nous venons aux derniers rangs des nations de l'Europe.

Si la statistique internationale nous apprend qu'en France les mariages sont notablement moins féconds qu'à l'étranger, celle de notre pays nous révèle un autre fait qui n'est pas moins affligeant : c'est la diminution progressive de la fécondité des mariages français. En remontant à 1819, époque où commencent les relevés sérieux de l'état civil, nous trouvons les chiffres que voici :

	POPULATION moyenne.	NAISSANCES légitimes.	NAISSANCES par 10,000 habit.
1819-1832.	31,446,298	990,670	287
1833-1846.	33,990,670	902,947	265
1847-1860.	35,962,396	885,419	246
1861-1870.	38,067,064	916,511	241
1871-1874.	36,102,921	890,000	247

On voit que le nombre des naissances légitimes a progressivement diminué depuis la Restauration : il a atteint son minimum durant la période 1860-1870 ; depuis 1872, il a repris une marche ascendante ; le dernier relevé des naissances publié récemment par le *Journal officiel* confirme cette reprise de bon augure pour notre population. Nous ajouterons que le nombre des naissances illégitimes a un peu diminué ; la moyenne annuelle des enfants naturels, qui était de 73,000 pendant la période 1853-1870, est descendue à 69,000 pendant la période 1872-1874.

Cette diminution progressive de la fécondité des mariages en France remonte certainement bien au delà de la Restauration, que nous avons prise pour point de départ de notre enquête. Malheureusement, les relevés généraux de la statistique de la France, qui datent des premières années de ce siècle, ne peuvent nous éclairer sur ce point. Mais, à défaut de relevés d'ensemble, nous avons des relevés partiels que nous pouvons consulter. Ainsi, en 1765 (1), lorsque Turgot fit faire le dénombrement de la Généralité de Limoges, dont il était intendant, les 337 paroisses correspondant aux 287 communes actuelles du département de la Corrèze comprenaient 38,330 feux ou familles. Ces 38,330 familles donnaient un chiffre annuel de 7,800 naissances légitimes. D'après le recensement opéré en 1872, il y a actuellement dans le département de la Corrèze 66,279 ménages ou familles, qui fournissent annuellement 9,200 naissances légitimes, c'est-à-dire que la natalité légitime a diminué de près d'un tiers depuis un siècle.

Ainsi, voilà deux faits importants que la statistique met en évidence : d'une part, la fécondité des mariages moindre chez nous qu'à l'étranger, et, d'autre part, dans notre pays, la fécondité des unions légitimes diminuant progressivement avec le temps. Ce sont là deux faits distincts qui demandent à être examinés séparément.

Et d'abord, les mariages donnent plus d'enfants en Allemagne et en Angleterre qu'en France ; mais il y a plus, c'est que les relevés de l'état civil de ces trois pays montrent encore qu'à nombre égal, les veuves et les filles, en Allemagne comme en Angleterre, produisent également plus d'enfants illégitimes qu'en France ; en sorte qu'on peut dire, d'une manière absolue que la fécondité des femmes allemandes et anglaises est plus grande que celle des femmes françaises.

Ce phénomène physiologique si remarquable, et qui a des conséquences si graves dans la politique, ne date pas d'hier ; il a été signalé dès la plus haute antiquité ; c'est, croyons-nous, un père de l'Église primitive qui appelait la Germanie la grande fabrique de nations, *fabrica illa gentium*. Les invasions incessantes des populations d'outre-Rhin, leurs migrations dans notre pays ne peuvent s'expliquer que par une pullulation extraordinaire des races germaniques ; et le grand historien de Rome nous a peut-être révélé le secret de cette fécondité exubérante, quand il dit en parlant des anciens Germains : « La limitation volontaire du nombre des enfants dans les familles est considérée par eux comme un crime et une honte. L'industrie des nourrices mercenaires est inconnue dans ce pays, et chaque mère allaite elle-même ses enfants (2). »

Pour expliquer cette différence de fécondité, on a invoqué l'affaiblissement du sentiment religieux en France et sa persistance en Allemagne et en Angleterre. La

(1) *L'Enquête agricole dans le département de la Corrèze*, page 24. Tulle, 1874.

(2) Tacite, *la Germanie*, chap. XLX.

religion, a-t-on dit, nous conseille de ne pas éluder les charges de la famille, et nous aide à les supporter quand elles sont créées. Étant donnée la situation religieuse en France et en Allemagne, il n'est pas étonnant, ajoute-t-on, que le nombre des naissances diminue dans les familles françaises, travaillées par l'esprit d'impunité. Un fait vient contredire cette explication : c'est que la fécondité a diminué dans les familles nobles de notre pays, celles qui ont le mieux conservé les traditions religieuses. Nous pouvons en fournir une preuve originale : l'Almanach de Gotha donne, comme on sait, la généalogie des familles appartenant à la plus haute aristocratie de l'Europe ; les notices généalogiques de cet ouvrage nous ont permis de dresser le tableau suivant :

	NOMBRE de familles nobles.	NOMBRE d'enfants.	NOMBRE d'enfants par famille.
France.	74	201	2.7
Italie	56	176	3.0
Angleterre.	28	137	4.9
Allemagne.	166	786	4.8
Russie.	13	67	5.1

On voit à l'inspection des chiffres de la dernière colonne, combien la fécondité des familles nobles de France et d'Italie, celles qui appartiennent aux races latines, est faible à côté de la fécondité des aristocraties appartenant aux races germanique, anglo-saxonne et slave. En France, la moyenne des naissances n'arrive pas à trois par famille ; et, sur un total de 76 familles dont nous avons dépouillé l'état civil, on en compte à peine quatre ayant plus de cinq enfants. En Angleterre et en Allemagne, les familles aristocratiques ne sont pas rares qui comptent au delà de dix enfants. Les ducs anglais de Fitzgerald et d'Hamilton ont chacun onze enfants ; le duc d'Argyll en a douze ; le comte prussien Pukler en a dix-huit. Signalons en passant une conséquence intéressante de la stérilité croissante de nos familles aristocratiques : les tables de mortalité, établies sur des têtes choisies comme celles que nous étudions en ce moment, montrent qu'un tiers des enfants succombent avant d'avoir atteint l'âge de la reproduction, vingt ans. Pour qu'un couple de conjoints puisse faire souche et que la famille se perpétue, il est nécessaire qu'il y ait au moins trois enfants : s'il y a moins de trois naissances, et c'est le cas de la noblesse française, la famille est menacée dans son existence, sa disparition n'est plus qu'une affaire de temps. C'est pour cela qu'on voit s'éteindre tant de noms illustres de notre aristocratie, et tant de blasons tomber en quenouille (1). Aussi, les souverains en France, pour sauver des noms historiques, ont-ils dû bien des fois autoriser des alliés à relever un titre disparu par voie d'extinction naturelle. Ces extinctions de familles nobles sont extrêmement rares en Angleterre et en Allemagne.

J'arrive maintenant au fait de la diminution progressive de la fécondité des mariages en France. Nous avons vu qu'au siècle dernier, les unions légitimes donnaient un plus grand nombre de naissances qu'aujourd'hui, et que, depuis 1817, la fécondité a été sans cesse en décroissant, jusqu'à la fin de l'Empire. Ici encore, on a in-

(1) Les relevés de l'Almanach de Gotha mettent en évidence cet autre fait bien remarquable, que le nombre des naissances de filles dans les familles aristocratiques de tous les pays est supérieur à celui des naissances de garçons dans la proportion de 9 à 8. On sait que partout le nombre des naissances de garçons surpasse celui des naissances de filles.

voqué, pour expliquer ce résultat, la raison que nous signalions tout à l'heure, l'affaiblissement de la foi religieuse. On a fait remarquer que les départements bretons, où cette foi s'est conservée mieux que partout ailleurs, présentent de forts excédants de naissances, tandis que les départements normands, où le sentiment religieux est moins développé, présentent, au contraire, des excédants de décès.

Il est facile de montrer que c'est là une pure illusion : quand on fait un relevé méthodique des départements où la population augmente régulièrement, on est conduit à réunir des populations présentant le plus complet contraste au point de vue du développement de la religiosité : par exemple, le Nord, l'Allier et le Pas-de-Calais, à côté du Morbihan et du Finistère même, assemblage disparate, si l'on considère les départements où la population diminue.

Quand on étudie la question sans parti pris, et qu'on cherche quel fait économique se trouve en relation avec les oscillations du mouvement de la population dans les diverses parties de la France, on n'en trouve qu'un seul qui suive fidèlement ces oscillations et qui en fournisse une explication raisonnable, c'est la division croissante de la propriété immobilière en France, et dont le morcellement, ici complet, là seulement rudimentaire, coïncide avec la diminution ou l'augmentation de la population. Le tableau suivant comprenant, d'une part, les départements qui présentent des excédants réguliers de naissances, d'autre part, ceux où la population reste stationnaire ou diminue, et en regard, l'état de division du sol établi par le nombre des cotes foncières, ce tableau, dis-je, met en évidence la relation que nous venons d'énoncer.

	ACCROISSEMENT annuel ou diminution de la population.	ACCROISSEMENT ou diminution pour 1,000 habitants.	NOMBRE de cotes foncières.	NOMBRE de cotes pour 1,000 habit.
Allier	+ 4,054	+ 10.4	70,383	18
Aveyron	+ 2,953	+ 7.3	120,554	30
Côtes-du-Nord	+ 4,253	+ 7.0	176,633	26
Finistère	+ 5,831	+ 9.0	101,232	15
Ille-et-Vilaine	+ 2,913	+ 5.0	151,810	25
Landes	+ 2,717	+ 9.1	43,392	14
Loire	+ 4,687	+ 8.5	93,846	17
Loire-Inférieure	+ 4,219	+ 7.0	142,224	23
Lozère	+ 1,079	+ 8.0	45,604	33
Morbihan	+ 3,120	+ 6.3	119,528	24
Nord	+ 18,716	+ 13.3	218,369	15
Pas-de-Calais	+ 7,292	+ 9.6	231,307	30
Aube	— 248	— 0.9	159,326	62
Calvados	— 1,665	— 4.0	169,037	37
Côte-d'Or	— 199	— 0.5	165,132	44
Eure	— 876	— 2.4	182,387	49
Gers	— 108	— 0.4	108,068	38
Charente-Inférieure	+ 614	+ 1.3	259,957	52
Hérault	— 103	— 0.2	109,107	25
Lot-et-Garonne	— 780	— 2.4	121,395	38
Manche	+ 390	+ 0.7	192,857	40
Orne	— 1,175	— 3	149,677	38
Somme	+ 1,130	+ 2	258,039	46
France entière	+ 148,885	+ 4.1	11,036,000	30.6

(1) Le signe + placé au-devant d'un chiffre indique un accroissement, le signe — une diminution; les chiffres de population se réfèrent à la période triennale 1872-1874; les chiffres de cotes foncières remontent à 1851; ce sont les plus récents que nous ayons pu nous procurer.

A l'inspection des chiffres de ce tableau, on voit bien qu'il y a quelques départements, l'Aveyron, le Pas-de-Calais, l'Hérault, qui semblent déroger à la relation que nous avons signalée plus haut ; mais nous ferons remarquer que le morcellement de la propriété a considérablement augmenté durant ces vingt dernières années, notamment dans l'Hérault et le Pas-de-Calais ; en sorte qu'il serait possible qu'aujourd'hui la relation précitée fût vérifiée pour ces départements. Peut-être aussi y a-t-il des influences locales qu'il faudrait étudier sur place et qui viennent ici compliquer la question. Mais enfin, le fait général et incontestable qui ressort de l'examen même des chiffres, c'est que la population est en augmentation régulière dans les départements où la propriété est peu divisée, et qu'elle reste stationnaire ou décroît dans ceux où le sol est morcelé.

Ce phénomène économique que la statistique met en évidence trouve son explication toute naturelle dans ce fait, que la propriété passe chaque jour à des mains plus nombreuses ; que les nouveaux propriétaires redoutant de voir leur propriété partagée entre un trop grand nombre d'enfants, apportent, suivant une théorie célèbre, la plus grande prudence dans le mariage : on ne voit plus aujourd'hui ces nombreuses familles de six, huit, dix enfants et plus, qu'on rencontrait dans les populations rurales, il y a trente ou cinquante ans ; c'est un fait aujourd'hui bien reconnu que les paysans, dans les départements où ils occupent la terre, sont devenus des malthusiens aussi consommés que les bourgeois rentiers des villes.

Qu'on remarque bien, d'ailleurs, que la doctrine du *moral restraint* est appliquée ici au rebours de celle qu'enseignait son auteur. Malthus avait dit : « Malheur à l'homme qui naît dans un milieu déjà occupé, où son activité ne trouve pas à se développer ! Au grand banquet de la vie, il n'y a pas de place marquée pour lui ; la nature lui commande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution. » Le célèbre économiste anglais exprimait, sous une forme un peu dramatique, un fait douloureux que la statistique vitale de tous les pays met en évidence, à savoir : que le pauvre paie, en tout temps et en tous lieux, un tribut excessif à la mort ; et c'est pourquoi Malthus recommandait la prudence dans le mariage aux classes déshéritées, tandis que, en France, la théorie du *moral restraint* n'est appliquée que dans les classes riches ou aisées, celles qui sont en possession de la fortune mobilière et immobilière et qui pourraient élever beaucoup d'enfants.

Le lecteur nous pardonnera d'être entré dans ces détails de physiologie démographique ; la question mérite d'être étudiée sérieusement par les gouvernements. Personne n'avait prévu ces effets désastreux de morcellement de la propriété sur notre population. La division du sol, envisagée au point de vue social, est un fait dont il y a lieu de se féliciter, car il témoigne de l'accession d'un plus grand nombre d'individus à la propriété ; il est par conséquent la preuve d'un accroissement de bien-être et un gage de sécurité pour la propriété elle-même. Mais, au point de vue politique, elle ne laisse pas de nous causer quelques inquiétudes pour l'avenir de notre population et notre sécurité intérieure. Un des grands écrivains de Rome signalait, il y a dix-huit siècles, les grandes propriétés comme cause de la ruine de l'Italie : *Latifundia perdidere Italiam*. Si nous n'y prenons garde, la déchéance de notre pays pourrait venir de l'excès contraire, de la grande division du sol.

D^r LÉON VACHER,
Député de la Corrèze.